Grain de Sable n° 474

23 juin 2004

DESINFORMATIONS

Dans ce numéro

1.- EDF : désinformation sur toute la ligne

Le personnel d'EDF et GDF est en lutte un peu partout dans le pays contre le projet de loi qui vise à transformer ces entreprises en sociétés anonymes, condition préalable à l'ouverture de leur capital, puis à leur privatisation. Négligeant la forte mobilisation du personnel pour la défense du service public – et même menaçant de sanctionner les grévistes-, ignorant les prises de position de nombreuses collectivités locales ainsi que l'opinion publique majoritairement hostile à l'ouverture du capital, le gouvernement maintient le projet de loi et décide de le faire voter dans l'urgence en première lecture à l'Assemblée nationale. Il répète à qui veut bien l'entendre qu'il n'est pas question de privatiser, que le service public sera préservé et il fait mine de céder aux revendications du personnel en déclarant que le capital ne sera ouvert que dans un délai d'un an environ, après le travail d'une commission qui évaluera les besoins exacts en capitaux. En réalité, il s'agit là d'un pur effet d'annonce car ce délai est de toute manière techniquement nécessaire à la mise en œuvre de la loi. Pourtant, l'assurance avec laquelle Sarkozy martèle ces déclarations (la même d'ailleurs qu'avait Strauss-Kahn à l'époque lorsqu'il jurait que France Telecom ne serait jamais privatisée !) en arrive à tromper une partie de la population qui pense maintenant que l'action du personnel a abouti. Il n'en est rien. Il faut insister sur le fait que c'est le passage d'EDF et GDF en sociétés anonymes qui représente le feu vert à la privatisation, puisque l'ouverture du capital se fait ensuite sans contrôle parlementaire.

Dans cette période cruciale où la bataille se joue aussi au niveau de l'opinion, on constate l'ampleur de la désinformation faite par les media et le gouvernement au sujet de l'évolution de ces entreprises.

- L'ouverture du capital est présentée comme résultant des obligations européennes, alors que les Directives imposent l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence mais ne disent rien sur le statut des entreprises du secteur énergétique qui peuvent être publiques ou privées. Même si elle n'est pas obligatoire, l'ouverture du capital d'EDF et GDF, et à terme leur privatisation, relèvent bien de la même logique libérale qui consiste à réduire le plus possible le domaine du service public pour étendre celui du marché et de la recherche de profit.

- Jamais n'est abordée dans les grands media la question essentielle du contenu d'un véritable service public de l'énergie : on nous parle de la nécessité de donner à EDF et GDF les moyens financiers de se développer dans le contexte concurrentiel, mais on se garde bien de discuter de la nature du développement dont aurait besoin le service public. De même, jamais n'est posée la question des choix énergétiques répondant aux besoins sociaux et environnementaux. Un débat parlementaire sur la question de l'orientation énergétique du pays a été bâclé en 3 jours, alors que la décision de lancer le palier nucléaire EPR avait déjà été officiellement annoncée.

- Jamais n'est dénoncée l'absurdité de la notion de "marché électrique européen" prônée par la Commission européenne, absurdité qui a été pourtant démontrée par des spécialistes peu susceptibles de penchants anti-libéraux comme François Soult (EDF, chronique d'un désastre inéluctable, Calmann Levy), ou Marcel Boiteux, ancien Président d'EDF. Les lois de la physique (il se perd beaucoup d'électricité dans les lignes de transport), les obstacles géographiques (comment faire passer des lignes haute tension à travers les Pyrénées ou les Alpes) et écologiques (au nom de quoi les imposer à des populations qui les refusent), enfin les caractéristiques particulières de l'électricité (elle ne se stocke pas, la production doit donc à tout moment correspondre à la consommation appelée sur le réseau) sont autant de réalités qui rendent inconcevable un marché électrique européen.

- Jamais n'est remise en cause cette marche forcée vers la libéralisation du secteur de l'énergie malgré les expériences très négatives dans les autres pays. Il a pourtant été prouvé

que la concurrence non seulement ne fait pas baisser les prix mais entraîne des envolées spectaculaires. Le président d'EDF en est réduit à "s'engager formellement à ce que la hausse du kilowattheure ne soit que modérée". On sait parfaitement que les investissements nécessaires pour garantir la production et le transport de l'électricité sont très lourds. Les opérateurs privés refusent de les réaliser car ils ne sont pas rentables sur le court terme et il n'y a pas de garanties de débouché au niveau des clients lorsque le secteur est ouvert à la concurrence. Des risques énormes de pannes, de coupures géantes et de pénurie d'électricité existent alors à cause du manque d'investissement mais aussi à cause du comportement des producteurs qui peuvent organiser la pénurie pour faire monter les prix. L'absurdité de tout ce processus est reconnue par beaucoup des technocrates qui travaillent à mettre en place cette libéralisation, et ceci quelle que soit leur appartenance politique.

On ne peut qu'être sidéré par le seul argument qui reste pour justifier la poursuite de la libéralisation : "c'est inéluctable, il faut s'adapter aux Directives européennes (l'argument suprême consistant à rappeler que la libéralisation fait l'unanimité puisqu'elle a été approuvée au sommet de Barcelone en mars 2002 conjointement par le Président de la république J. Chirac et le premier ministre L. Jospin), c'est le sens de l'histoire, il ne faut pas refuser la modernité ni en avoir peur". Sont ainsi rangés dans le camp des archaïques ou des craintifs tous ceux qui dénoncent les dangers du processus de libéralisation du secteur de l'énergie, qui savent que rien de tout cela n'est inéluctable car ce qui a été engagé par une décision politique peut de la même manière être arrêté par une décision politique.

Mais pour pouvoir peser sur le gouvernement et obtenir l'arrêt du processus de libéralisation, refuser la privatisation d'EDF et la dégradation du service public, il est indispensable que tous les citoyens soient informés de ces enjeux majeurs. Or les media dans leur grande majorité ne font pas cette information.

Ils ne font pas non plus une information correcte sur les actions du personnel en lutte contre le projet de loi. Tous les media ont largement commenté la coupure du réseau de la SNCF de Paris Saint-Lazare qui a pénalisé les passagers "pris en otages", mais combien d'entre nous avait auparavant entendu parler des nombreuses actions qui avaient lieu un peu partout depuis des semaines pour rétablir le courant aux plus démunis après coupure pour impayé, basculer en tarif de nuit les abonnés pour abaisser leur facture, faire des opérations péages gratuits, etc ? L'opinion publique est aujourd'hui dans sa majorité favorable à la lutte du personnel d'EDF, mais pour combien de temps ? Des attaques régulières contre les soi-disant privilèges exorbitants des agents EDF se multiplient sans aucune possibilité de démenti. On nous dit que le personnel paie l'électricité moins cher et donc la gaspille allègrement, c'est d'ailleurs le seul moment où on parle de la nécessité des économies d'énergie ! On entend que le comité d'entreprise d'EDF est le plus riche de France et que ce sont les citoyens ordinaires qui par leur facture d'électricité paient pour les vacances du personnel d'EDF, et qui paient aussi pour leur retraite. Ou que la garantie de l'emploi est un privilège honteux dans le contexte actuel de chômage.

Il faut a minima rétablir quelques vérités. Il est vrai que les salarié-es d'EDF paient moins cher leur électricité, c'est un élément de leur salaire, de même que l'offre de séjours de vacances à des prix avantageux dans des centres gérés par le Comité d'entreprise. Si le budget du comité d'entreprise était transformé en augmentation de salaire pour le personnel, celle-ci serait environ de 5%. L'avantage que représente le kilowattheure moins cher ne dépasse pas 1500 euros par an pour un grand pavillon. Même en intégrant ces deux éléments de salaire (l'avantage de l'électricité moins chère et la récupération en salaire du budget du CE) le salaire moyen du personnel d'EDF est à qualification équivalente inférieur au salaire moyen dans le secteur privé.

Alors combien coûte aux citoyens ordinaires les "extraordinaires privilèges" des salariés d'EDF? L'Etat –donc le contribuable- n'a pas versé un euro à EDF depuis 22 ans, et c'est au contraire EDF qui chaque année verse à l'Etat

une rémunération qui varie selon les années entre 300 millions et 1,3 milliards d'euros. Les pensions des retraité-es d'EDF sont payées par les cotisations patronales et salariales d'EDF, sans contribution extérieure. Au final, l'unique canal de prélèvement sur les usagers-citoyens se fait à travers leur facture d'électricité et de gaz : or le prix du kilowattheure en France est l'un des moins chers d'Europe!

Mais alors, si le service public est capable d'offrir aux usagers un kilowattheure très bon marché, s'il est capable non seulement de ne pas absorber des crédits publics mais au contraire de rémunérer l'Etat, et en même temps de donner à ses salariés des "avantages" considérables ainsi que la garantie de l'emploi, c'est que son principe est bien supérieur à celui du marché, non ? Plutôt que vouloir remplacer le service public qui a prouvé son efficacité par le marché de l'énergie qui a montré son échec, ne doit-on pas exiger du gouvernement l'arrêt du processus en cours ? Et exiger la participation démocratique à la définition de la politique énergétique?

Christiane Marty, membre du conseil scientifique d'Attac 20 juin 2004

2.- Venezuela : médias au-dessus de tout soupçon... de RSF

Au Venezuela Reporters Sans Frontières appuie depuis deux ans des médias complices de nombreuses violations des droits de l'homme… et appuie sur l'accélérateur dans la campagne mondiale contre le gouvernement de Hugo Chavez. Quels sont ces médias dont RSF valide les informations ? Pourquoi cette stratégie politique d'une organisation supposée impartiale ?

Caracas (Venezuela) - 18 juin 2004

Caracas, juin 2004. La récente découverte d'une cache d'armes dans des locaux appartenant a la chaîne TV Venevision, rappelle ce dont les médias commerciaux, quasi monopolistiques au Venezuela, co-organisateur du putsch militaire d'avril 2002, sont capables en termes de déstabilisation politique. Le directeur de la chaîne affirme qu'il s'agit "d'armes rouillées". La même chaîne de télévision avait, quelques semaines auparavant, comme François Meurisse dans Libération, affirmé que la découverte de 91 paramilitaires colombiens dans une propriété d'un des dirigeants de l'opposition vénézuélienne, était, elle aussi, une manipulation du président Chavez. Un peu vite peut-être : le lendemain, le gouvernement colombien, pourtant peu suspect d'estime pour le président vénézuélien, dénonçait cette invasion et dépêchait sa ministre des affaires étrangers pour superviser le rapatriement des recrues en Colombie.

Venevision est la propriété d'un ami personnel de George Bush et Jimmy Carter, Gustavo Cisneros. Auteur du premier coup d'Etat médiatique de ce siècle, ayant fait croire au monde pendant 24 heures que Hugo Chavez avait fait tirer sur son peuple, le Murdoch latino coordonne le putsch en avril 2002, accompagné de l'élite patronale dans son bunker de Caracas et offre son jet aux militaires putschistes pour évacuer le président. Pendant ce temps, Venevision, Globovision, et l'ensemble des chaînes privées célèbrent sur un ton jubilatoire le décret des putschistes abolissant parlement, constitution, défenseur du peuple, et autres institutions démocratiques. En 48 heures de putsch, des médias qui ne cessaient de parler de sauver la liberté d'expression au Venezuela, montrent leur vrai visage. Leurs « journalistes » mènent la chasse aux opposants en direct, sur un ton haletant, en compagnie de la police politique, tout en imposant le black-out sur la résistance croissante de la population civile. Cible privilégiée, les médias associatifs sont persécutés, certains de leurs membres arrêtés : on ne lira aucune protestation de RSF à ce sujet.

Les médias tels que Venevision, présentent une longue liste de complices dans les violations de droits de l'homme. Ces implications n'ont pas cessé, comme le montrent les campagnes médiatiques actuelles contre des dirigeants paysans lies a la reforme agraire du gouvernement Chavez, traités d'envahisseurs, de guérilleros, certains assassinés par la suite. En août 2003, lorsque la Commission Nationale des Télécommunications, dans une opération

qui serait routinière aux Etats-Unis ou en France, applique la loi et retire quelques relais d'émetteurs installés sans permis légal par Globovision, celle-ci lance une campagne violente contre cette « nouvelle atteinte a la liberté d'expression » (que RSF relaie aussitôt) appelant les citoyens à résister à la dictature qui s'installe au Venezuela. Alors qu'à aucun moment Globovision n'interrompt ses programmes, puisque sa fréquence légale et habituelle ne fait pas problème, les fonctionnaires de la Commission sont conspués et une grenade est lancée par un commando nocturne contre leurs bureaux.

Liberté d'expression ou dictature médiatique ?

Malgré l'échec de leur putsch, tous ces médias continuent quotidiennement á appeler les militaires à « agir vite » pour renverser le président, et accentuent leur pression sur le Conseil Electoral, a quelques semaines du referendum présidentiel. Au sein des programmes la contradiction politique est pratiquement nulle. « *Que Chavez s'en aille* » est le refrain quotidien répété sur toutes les ondes par les politiques, journalistes, experts, bien d'accord entre eux.

Venevision, RCTV, Televen, CMT, Globovision, la radio privée, qui occupent 95% du spectre hertzien, et neuf journaux sur dix, appartiennent à l'opposition. Comme hier au Chili ou au Nicaragua, ils se servent de « la liberté d'expression » comme axe central de la guerre médiatique contre un gouvernement anti-néolibéral, qui a rétabli la souveraineté sur le pétrole, et qui gène beaucoup l'administration Bush. Des médias par ailleurs racistes (Chavez, certains de ses ministres, voire les ambassadeurs et présidentes africains qui le visitent, sont traités de « singes », ce qui a suscite des protestations diplomatiques auprès d'une des chaînes, RCTV, en mars 2004). Le gouvernement Chavez, pour sa part, n'a emprisonné aucun journaliste, fermé aucun média, censuré aucun article. Pourquoi, dès lors, les rapports de Reporters Sans Frontières font-il de Chavez une de ses cibles et valident-ils les allégations des médias privés selon lesquelles le gouvernement Chavez réprime la liberté d'expression ?

La stratégie de RSF au Venezuela

Dès ses premiers rapports en 2000, RSF parle de Hugo Chavez comme d'un futur Castro. On découvre alors que la correspondante choisie par RSF à Caracas, Maria José Pérez Schael, est … conseillère de l'opposition. Dans *El Universal*, en 2002, l'honorable correspondante de RSF parle des putschistes : « *mon coeur vibre á la vue des militaires insurgés, de ces hommes vertueux qui défilent sous nos couleurs nationales* ». Face aux protestations RSF se résigne á choisir un autre collaborateur.

Mais RSF continue de valider sans contre-enquête la version des médias d'opposition. Et omet de dire, par exemple, que des tribunaux vénézuéliens ont établi un lien entre des militaires putschistes et les « auto-attentats » comme celui de Globovision destinés à nourrir une image mondiale répétitive a souhait. *A contrario*, lorsque la télévision associative Catia Tve, dont les programmes sont fabriqués directement par les habitants des *barrios* (quartiers populaires) et qui émet sur tout l'Ouest de Caracas, est fermée en juin 2003 par un maire d'opposition, RSF, visiblement gêné par le fait que le seul media ferme au Venezuela l'ait été par l'opposition, annonce précipitamment, en septembre 2003 sa « réouverture ». C'est faux. A l'heure où nous écrivons (juin 2004), Catia TVE n'a toujours pas repris ses émissions.

La journaliste Naomi Klein s'est étonnée que RSF fasse du gouvernement Chavez une menace pour la liberté d'expression. Selon elle, la plus grave menace provient, dans la réalité, de médias capables d'organiser un coup d'Etat et de groupes transnationaux dont le propriétaire, Gustavo Cisneros, ne cache pas son désir de devenir le futur président du Vénézuéla. Récemment le cinéaste argentin Solanas et l'ecrivain uruguayen Eduardo Galeano, qu'on ne peut suspecter de naïveté en matière de Droits de l'Homme, ont témoigne de "l'incroyable liberté d'expression en vigueur au Venezuela. Curieusement les médias français, comme *Le Monde* ou *Libération*, mais aussi *Charlie Hebdo* récemment, emboîtent le pas aux médias prives vénézuéliens. Seul *Le Figaro*, paradoxalement, a échappé jusqu'ici à

cette hystérie. Le patron de RSF Robert Ménard, lui, relaie et renforce les campagnes des empires médiatiques contre une démocratie transformée en « futur Cuba ». Dans la nouvelle revue « Médias » (la revue de ceux qui ne veulent pas critiquer les médias), détenue en partie par RSF, Robert Ménard signe récemment avec Pierre Veilletet un long article plein de fiel sur le thème « La guérilla des altermondialistes contre l'info ». Les auteurs pestent contre Bourdieu, Ramonet, PLPL, Halimi, puis écrivent : « *Les "alters" ont toutes les indulgences pour l'ex-putschiste Hugo Chavez, ce caudillo d'opérette qui ruine son pays mais se contente - pour l'instant ? - de discours à la Castro sans trop de conséquences réelles pour les libertés de ses concitoyens* ». Ménard reproche ensuite à Ramonet de « *passer sous silence les discours virulents d'Hugo Chavez contre la presse, les débordements et les réactions de ses partisans, l'impunité dont ils bénéficient* ».

RSF n'existait pas encore quand Armand Mattelard analysant l'alliance des grands médias et de la SIP (association de propriétaires de médias) dans le renversement d'Allende, écrivait : « *L'enquête judiciaire sur l'administration du journal El Mercurio, accusé d'irrégularités fiscales, a servi de prétexte pour dénoncer de soi-disant mesures coercitives contre la "presse libre".* (...) *Le message émis par la presse de la bourgeoisie chilienne revient à sa source, renforcé par l'autorité que lui confère le fait d'avoir été reproduit à l'étranger.* (...) *Nous sommes en présence d'une SIP tautologique. Sa campagne n'est qu'un immense serpent qui se mord la queue.* » Au moment où s'effrite en France l'aura d'intellectuels médiatiques et experts en « Droits de l'Homme » qui ont appuyé une guerre dont la barbarie était prévisible, il est temps d'enquêter sur la stratégie politique de Robert Ménard, à travers RSF, au Venezuela.

(par *Thierry Deronne* Periodista belga residente en Venezuela desde hace ocho años. *Benjamin Durand* Journaliste français), article tiré de www.acrimed.org

****

coorditrad@attac.org est l'adresse du secrétariat de l'équipe des traducteurs internationaux qui nous font bénéficier bénévolement de leurs compétences. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de contacter coorditrad en précisant votre (ou vos) langue maternelle, les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire et votre niveau de compétence. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos centres d'intérêt.